

## Bulletin d'histoire politique

### Colloque «Identité et modernité au Québec»

Michel Sarra-Bournet



Volume 2, Number 3, Winter 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063410ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063410ar>

[See table of contents](#)

#### Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique

#### ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

#### Cite this review

Sarra-Bournet, M. (1994). Review of [Colloque «Identité et modernité au Québec»]. *Bulletin d'histoire politique*, 2(3), 50–52.  
<https://doi.org/10.7202/1063410ar>

Autres points prêtant flanc à la critique. Si le choix du *terminus a quo* me semble approprié, soit l'accession au pouvoir des libéraux de Jean Lesage, relançant l'action extérieure du Québec, le point d'arrivée le semble moins. Est-ce 1989 (p. 342), avec la fin du troisième mandat de Robert Bourassa? 1990, comme l'indique le titre en couverture? 1991 avec l'énoncé de politique gouvernementale (p. 20)? Dans l'élaboration d'une doctrine comme celle de la politique extérieure du Québec, les mutations de l'orientation peuvent constituer de bonnes césures. Pour clore la dernière période, dite de maturation, un repère temporel précis et justifié s'avère nécessaire.

Une dernière critique, enfin. Comme historien, rien ne m'agace autant que cette propension des spécialistes des sciences sociales à vouloir reproduire dans le passé les référents du présent. Quand comprendra-t-on qu'il n'existe pas de Québécois dans son sens actuel sous le Régime anglais (p. 66), hormis les habitants de la ville de Québec?

Qui aime bien, châtie bien. Sous maints aspects, le travail du CQRI possède les défauts de ses qualités. S'inscrivant dans l'approche néo-institutionnaliste, où toute décision se veut rationnelle, sinon quantifiable, *Trente ans de politique extérieure du Québec* présente un portrait somme toute assez exhaustif, à la finesse analytique certaine, jointe à la rigueur du politologue. À cet égard, l'équipe du CQRI gagne en partie son pari, apportant ainsi une certaine contribution à la somme de connaissances sur l'État québécois depuis la Révolution tranquille. C'est bien là son grand mérite.

Martin Pâquet  
Université Laval  
Collège Glendon

## COMPTE RENDUS

### COLLOQUE « IDENTITÉ ET MODERNITÉ AU QUÉBEC »

par Michel Sarra-Bournet

Dans sa présentation, **Mikhaël Elbaz** a situé la problématique du colloque dans le contexte actuel. Les mutations du monde contemporain, ses grandes migrations, ses identités poly-centristes, ses fluctuations frontalières, nous interpellent, et nous obligent à nous interroger sur la modernité au Québec.

La conférence inaugurale, prononcée par nul autre que **Alain Touraine**, consistait en une critique de la modernité, du concept et de sa réalité. En effet, dans une magistrale déconstruction de la modernité, il a remis en question des dichotomies, comme la tradition par opposition à la modernité, et aussi des phénomènes, comme la dissociation de l'individu et du social, ou de la subjectivité et de l'objectivité, que nous prenons trop souvent comme des prémisses. Tout cela, comme la vision des classes supérieures et inférieures, doit être revu afin de nous permettre de comprendre la réalité contemporaine dans laquelle on n'est plus « up » ou « down », mais bien « in » ou « out ». Comment dans les conflits culturels et sociaux qui nous hantent, réintroduire la médiation politique? N'y aurait-il rien en dehors du GATT et du nettoyage ethnique? Selon lui, c'est la question qui devrait nous préoccuper.

**Kenneth McRoberts** nous a ensuite présenté un important exposé sociographique sur l'utilisation de la théorie de la modernisation dans l'étude du Québec d'après-guerre. Citant Hugues, Falardeau, Heinzman, Lavoie, Latouche, Bourque, Duchatel et d'autres, il a tenté de comprendre, malgré les nombreuses critiques, les raisons du succès d'une thèse qui n'a jamais réellement été délogée.

La communication d'**André-J. Bélanger** a introduit la variété à l'intérieur même de la modernité. L'histoire enseigne que chaque pays a accédé d'une façon particulière à la modernité, et que le Québec n'a pas fait exception à cette règle. Ce qui l'a distingué, c'est l'origine extérieure, « étrangère », des éléments de modernité qui l'ont pénétré. Cette société n'était donc pas si fermée avant 1960, qui n'est pas

seulement la date d'une rupture, mais aussi d'un aboutissement.

Dans sa présentation des résultats d'une recherche, **Nicole Laurin** a montré comment le remplacement des communautés religieuses par l'État, dans le secteur hospitalier en a uniformisé la gestion par souci de « rationalité démocratique », y écartant les femmes au passage.

**Jean-Jacques Simard** a ensuite expliqué l'importance de la définition de l'Autre, et aussi du regard de l'Autre, dans la définition de l'identité des Canadiens français du Québec. Leur ambiguïté identitaire (Canadien, Canadiens français, Québécois) et leur difficulté d'exister est fonction de leur situation coloniale, et du manque de reconnaissance par l'Autre de leur différence. Mais voilà qu'aujourd'hui, l'identité québécoise les place en position de majorité, de Blanc.

Sur un ton moins complaisant, **Bernard Arcand**, s'en est pris aux élites qui construisent l'identité, en dehors des humeurs du peuple, ainsi qu'à une génération qui est partie bâtir un pays, laissant ses enfants désœuvrés. Les anciens ennemis de la nation, les sauvages, les nègres, les Anglais, Américains, et maudits Français, font aujourd'hui place à des ennemis d'un autre âge, d'un autre sexe. Est-ce un retour à l'essentiel?

**Denise Helly** nous fait découvrir l'identité nationale québécoise à travers ses élites politiques. Il existe un fossé entre les élites et le peuple, mais les débats entre les partis et à l'intérieur des partis politiques sont plus complexes qu'on ne l'estime généralement. Les clivages ne portent pas sur la nature de la nation: pour la majorité, elle est volontariste et libre, on peut y adhérer. Bien au contraire, on est violemment opposé au courant traditionaliste et nativiste minoritaire et on s'inquiète de son existence. Les principales lignes de fractionnement portent plutôt sur les causes du problème national (économique, politique) et sur le rôle de l'État dans sa solution (marché, intervention, indépendance).

**Roberto Miguez** inscrit la problématique québécoise dans la dialectique entre particularisme, universalisme et individualité qu'impose la modernité. Seul l'État producteur d'universalité permet à la fois l'individualisme et

le particularisme. Est-ce que le Québec d'aujourd'hui saura relever le défi du pluralisme?

Pour **Gilles Bibeau**, la littérature québécoise est orientée vers la définition du groupe, la constitution d'un mythe national québécois francophone. Celui-ci éclaterait sans doute si on passait à l'acte (la souveraineté), car ce mythe n'a pas d'assise territoriale définie. La « fragmentation des sources identitaires » du nationalisme québécois en font un phénomène très contemporain, parce qu'il participe au post-modernisme.

La communication de **Louise Fontaine** et **Danielle Juteau** pose la question de la citoyenneté et de la nationalité dans une société pluraliste. Comment le Québec intègre-t-il ou juxtapose-t-il les citoyens de différents horizons à sa majorité canadienne française? Les définitions qui transpirent des textes gouvernementaux relatifs aux politiques de gestion de la diversité culturelle font-elles en sorte qu'est membre de la nation quiconque est citoyen du Québec?

Pour **Diane Lamoureux**, l'évolution du mouvement féministe québécois a rendu possible l'affirmation parallèle d'identités collectives et individuelles.

La recherche présentée par **Jacques-T. Godbout** montre que si les pratiques familiales québécoises n'ont pas complètement muté hors de leurs formes pré-modernes, la générosité dont on fait preuve aujourd'hui entre parents est de moins en moins empreinte contrainte. La liberté et l'autonomie des individus sont des valeurs dominantes dans les familles contemporaines.

Comment les transformations globales se traduisent-elles dans le contexte québécois et canadien? **Jane Jenson** les retrouve dans les revendications identitaires québécoise et autochtones et dans revendications universalistes des mouvements sociaux pour les droits. Il s'agit de la façon par laquelle des groupes particuliers recherchent la citoyenneté. Toutefois, il ne s'agit pas là d'un passage dans la postmodernité, mais le résultat de tensions dans la modernité conséquentes au processus de globalisation.

**Daniel Salée** nous met en garde contre la fragilité de l'élite libre-échangiste du Québec, et

par voie de conséquence, du projet identitaire qu'elle a imaginé. Les nouvelles identités qui émergent avec la fin de l'État-nation et la globalisation militent en faveur d'une hétérogénéité de l'identité. Ce pluralisme se heurte au consensus imposé par la bourgeoisie, ce qui marginalise une grande partie de la population.

La présentation de **J.-Yvon Thériault** illustre l'équilibre et la tension qui existait entre l'individualisation et la communalisation (collectivisation) au moment de l'entrée du Québec dans la « modernité ». Il dénonce donc un faux dilemme, en expliquant que si la démocratie et le nationalisme sont liés, ils ne sont pas confondus, ni opposés. Une analyse fondée sur la nation-contrat ou la nation-culture est insuffisante. L'objectif d'un mouvement national est de doter le peuple d'un espace politique « artificiel », qui lui procure des garanties démocratiques.

**Philip Resnick** poursuit dans la même veine en identifiant le peuple comme l'intersection entre la démocratie et le nationalisme. Il y a plusieurs formes de nationalisme, et l'existence d'un nationalisme ethnique et exclusif ne doit pas nous amener à mettre le nationalisme au rancart, car il peut être ouvert (comme c'est de plus en plus le cas au Québec) et faire une place à la diversité, aux identités multiples (nationale, ethnique et supra-nationale).

Cependant, l'étude de **Dorval Brunelle**, faite à partir d'un échantillon de livres récents, semble détecter une régression, une nostalgie d'avant la modernité, au moment où le Québec s'insère dans la globalité.

Ceci termine ce survol rapide et incomplet des communications entendues. N'ayant pu assister à la dernière demi-journée du colloque, je ne peux rendre compte des communications d'**Ellen Corin**, d'**Yvan Simonis**, de **Régine Robin** et de **Jacques Zylberberg**, ni de la conférence de clôture de **Charles Taylor**. Les actes du colloque leur rendront justice, ainsi qu'à la profondeur des arguments de tous les auteurs.

### ASSOCIATION QUÉBÉCOISE D'ÉTUDES AMÉRICAINES: LES ÉTATS-UNIS DANS UNE IMPASSE FACE À LEUR RÔLE INTERNATIONAL

Donald Cuccioletta

Les 11 et 12 novembre derniers s'est tenu à l'Université du Québec à Montréal le colloque de l'AQEA (Association québécoise d'études américaines) « Les États-Unis de Fin Siècle: Crises, Mutations, Relances? ». Le diplôme d'études américaines (UQAM) et le Collège militaire royal de Saint-Jean, participaient aussi à l'organisation du colloque soutenu par le ministère des Affaires Internationales (Québec) et le Consulat des États-Unis à Montréal. Ce colloque voulait susciter une rencontre des américanistes québécois et une analyse radioscopique de nos voisins du sud. Cette radioscopie s'est divisée en trois thématiques: « La politique étrangère sous Clinton »; « Mutations économiques et retombées sociales » et « La culture et ses symbolismes éclatés ». Le colloque avait comme invités de marque Mme Marie-France Toinet, de l'Institut des sciences politiques de Paris, M. Jack Mendelson, du Arms Control Association de Washington et M. Richard W. Fox, de la Boston University qui a donné une conférence en français le jeudi soir intitulée « One Nation Under God? Le protestantisme, le libéralisme et la quête d'une culture américaine commune ».

Le consensus sur la politique étrangère, dégagé par les panelistes dont Philippe LePrestre, Louis Balthazar, Charles-Philippe David et John Sigler le commentateur, démontrait que les États-Unis se trouvent présentement, au mécontentement de tous, dans une impasse face à leur rôle dans l'arène internationale. Que cette hésitation de la part des États-Unis présageait une fin de siècle beaucoup plus complexe et moins assurée sur le plan hégémonique. Cette argumentation fut soutenue par les participants de la table ronde qui, comme Jack Mendelson et Albert Legault, ont même avancé l'idée de l'impossibilité pour les États-Unis de jouer un rôle prépondérant dans l'avenir en fonction de cette mentalité de la guerre froide qui domine encore les milieux de la politique étrangère américaine.

De même sur le plan de la politique intérieure, les professeurs Edmond Orban et Thomas Ingersoll nous ont tracé un bilan plutôt pessimiste de l'avenir socio-économique de nos voisins du sud et de l'ALENA, bouée de